

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 78 | 13-19 décembre 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 172 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

14 décembre : Un détenu nommé Abdülrezzak Şuyur a [perdu](#) la vie dans une prison d'Izmir trois mois après avoir reçu un diagnostic de cancer du poumon. Des rapports ont indiqué que l'administration pénitentiaire n'avait pas proposé de traitement médical à Şuyur.

14 décembre : La Cour européenne des droits de l'homme a [jugé](#) que la détention provisoire de la journaliste Nazlı Ilıcak violait son droit à la liberté et à la sécurité.

14 décembre : L'Association des droits de l'homme (İHD) a [signalé](#) qu'au moins 59 prisonniers malades, dont sept peu de temps après le sursis à exécution de leur peine, ont perdu la vie en Turquie depuis début 2020.

15 décembre : Halil Güneş, un détenu atteint d'un cancer, est [retrouvé mort](#) dans une prison de Diyarbakır. Les autorités avaient refusé de libérer Güneş, malgré un rapport de la commission médicale.

16 décembre : Esra Çiçeklidağ, ancienne juge et mère d'un bébé de 6 mois, a été [arrêtée](#) et envoyée dans une prison de Kocaeli en violation d'une loi qui exige le report de l'exécution des peines pour les femmes qui ont accouché dans la dernière année et demie.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

13 décembre : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) Yüksel Almas, coprésident d'une association créée pour la solidarité avec les proches de ceux qui ont perdu la vie dans le conflit armé dans le sud-est à majorité kurde, à 10 ans de prison pour des accusations liées au terrorisme.

13 décembre : La police de Konya a [arrêté](#) un homme du nom de Hayrettin Bulan pour avoir organisé une manifestation devant le bureau du gouverneur local.

13 décembre : Le Bureau de gouverneur de Hakkari a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

14 décembre : La police d'Ankara est [intervenue](#) lors d'une manifestation organisée par des étudiants universitaires pour protester contre la politique économique du gouvernement, détenant brièvement 13 personnes.

14 décembre : Un tribunal de Diyarbakir a [condamné](#) l'ancien cadre d'une ONG Yılmaz Kan à six ans et trois mois de prison pour terrorisme, dans le cadre d'une enquête sur le mouvement politique kurde.

14 décembre : Le Bureau de gouverneur de Kahramanmaraş a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 14 jours.

15 décembre : Les autorités ont [infligé](#) une amende administrative de 80 000 TL (4 500 €) et ont confisqué une maison appartenant à Acun Karadağ, une ancienne fonctionnaire licenciée sommairement de son poste par un décret exécutif après une tentative de coup d'État en 2016, pour avoir participé à une manifestation.

16 décembre : La police de Diyarbakir a [arrêté](#) Emine Kaya, coprésidente d'une association pro-kurde de solidarité avec les proches des prisonniers.

16 décembre : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter 13 militants qui ont été jugés pour avoir protesté contre une entreprise de construction pro-gouvernementale pour avoir construit une carrière de pierre dans une zone écologiquement importante.

17 décembre : Le bureau de gouverneur de Tunceli a [interdit](#) un rassemblement syndical prévu, invoquant la pandémie de Covid-19.

18 décembre : Le bureau de gouverneur d'Istanbul a [interdit](#) un événement organisé par un parti d'opposition.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

13 décembre : Un procureur de Diyarbakir a [requis](#) jusqu'à cinq ans de prison pour la journaliste Durken Süren qui est jugée pour des accusations liées au terrorisme pour ses messages sur les réseaux sociaux ainsi que son travail pour les journaux pro-kurdes Azadiya Welat et Özgür Gündem.

13 décembre : La Coalition for Women in Journalism (CFWIJ) a [signalé](#) que les violations des droits des femmes journalistes en Turquie ont augmenté de 244,11 % en 2021 par rapport à l'année dernière.

13 décembre : Un tribunal a [condamné](#) à résidence surveillée trois journalistes de YouTube connus pour leurs interviews politiques de rue qui ont été arrêtés le 12 décembre.

14 décembre : La Cour européenne des droits de l'homme a [jugé](#) que la détention provisoire de la journaliste Nazlı Ilıcak violait ses droits à la liberté et à la sécurité ainsi qu'à la liberté d'expression.

14 décembre : Un tribunal de Konya a [condamné](#) un homme à 14 mois de prison pour avoir insulté le président, pour avoir partagé deux caricatures à son sujet sur les réseaux sociaux.

14 décembre : Un procureur de Diyarbakir a [requis](#) la prison à vie pour le journaliste Rojhat Doğru, un ancien reporter de Gale Kurdistan TV qui est jugé pour avoir prétendument menacé l'intégrité de l'État et avoir une affiliation terroriste.

14 décembre : Un tribunal d'Izmir a [condamné](#) un homme du nom d'Ahmet Saymadi à un an, deux mois et 17 jours de prison pour avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

14 décembre : Un nouveau rapport a [révélé](#) que des enquêtes avaient été ouvertes sur 211 523 personnes en Turquie sur diverses accusations concernant leur exercice de la liberté d'expression au cours des six premières années de la présidence de Recep Tayyip Erdoğan.

15 décembre : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organe de surveillance de la radiodiffusion de Turquie, a [infligé](#) des amendes aux plateformes de streaming Netflix et Exxen en raison de leur contenu « immoral », leur ordonnant de retirer un film et un talk-show. RTÜK a également infligé une amende aux diffuseurs pro-opposition Halk TV, Fox TV et TELE 1 pour leur diffusion antigouvernementale.

16 décembre : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter le journaliste Mehmet Aslan des accusations de terrorisme. Aslan a été jugé pour son travail pour l'agence de presse pro-kurde Mezopotamya.

17 décembre : La police a [arrêté](#) 12 personnes, dont des dirigeants du HDP, dans le cadre d'une enquête sur une prétendue propagande terroriste lors d'une réunion du parti à Istanbul le 12 décembre.

17 décembre : Un tribunal de Kayseri a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois articles de presse sur des allégations de corruption et de népotisme ciblant un gouverneur de district local.

17 décembre : Le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative de Turquie, a [décidé](#) de suspendre l'exécution d'un règlement facilitant l'annulation par les autorités des cartes de presse des journalistes.

MINORITÉ KURDE

13 décembre : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) Yüksel Almas, coprésident d'une association créée pour la solidarité avec les proches de ceux qui ont perdu la vie dans le conflit armé dans le sud-est à majorité kurde, à 10 ans de prison pour des accusations liées au terrorisme.

13 décembre : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) l'ancien membre du conseil municipal de district Panayır Çelik à six ans et trois mois pour des accusations liées au terrorisme.

13 décembre : Un procureur de Diyarbakır a [requis](#) jusqu'à cinq ans de prison pour la journaliste Durken Süren qui est jugée pour des accusations liées au terrorisme pour ses messages sur les réseaux sociaux ainsi que son travail pour les journaux pro-kurdes Azadiya Welat et Özgür Gündem.

13 décembre : Les procureurs d'Istanbul ont [lancé](#) une enquête sur le HDP en raison de la diffusion de la propagande terroriste présumée à un congrès du parti.

14 décembre : Un procureur de Diyarbakır a [requis](#) la prison à vie pour le journaliste Rojhat Doğru, un ancien reporter de Gale Kurdistan TV qui est jugé pour avoir prétendument menacé l'intégrité de l'État et avoir une affiliation terroriste.

14 décembre : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) l'ancien cadre d'une ONG Yılmaz Kan à six ans et trois mois de prison pour terrorisme, dans le cadre d'une enquête sur le mouvement politique kurde.

15 décembre : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le politicien kurde local Celal Yoldaş à 10 ans et six mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

16 décembre : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) Emine Kaya, coprésidente d'une association pro-kurde de solidarité avec les proches des prisonniers. Kaya a été arrêtée par un tribunal le 19 décembre.

16 décembre : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'acquitter le journaliste Mehmet Aslan des accusations de terrorisme. Aslan a été jugé pour son travail pour l'agence de presse pro-kurde Mezopotamya.

17 décembre : La police a [arrêté](#) 12 personnes, dont des dirigeants du HDP, dans le cadre d'une enquête sur une prétendue propagande terroriste lors d'une réunion du parti à Istanbul le 12 décembre.

17 décembre : Des rapports ont révélé que la police de Şırnak a [maltraité](#) physiquement et verbalement les membres du HDP Botan Em et Rıdvan Türel qui ont été arrêtés le 11 décembre.

17 décembre : Sümeyye Gök, un membre du HDP [arrêtée](#) le 8 décembre, aurait été soumise à une fouille au corps et contrainte de devenir une informatrice de l'État pendant sa détention.

18 décembre : La police de Mardin a [arrêté](#) le politicien kurde local Celal Ata.

19 décembre : Un mineur kurde de 17 ans a été [agressé](#) physiquement par un groupe à Ankara dans ce qui semble être une attaque raciste.

AUTRES MINORITÉS

14 décembre : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) quatre femmes trans pour leur « comportement indécent ».

CONDITIONS DE DÉTENTION

14 décembre : Un détenu nommé Abdülrezzak Şuyur a [perdu](#) la vie dans une prison d'Izmir trois mois après avoir reçu un diagnostic de cancer du poumon. Des rapports ont indiqué que l'administration pénitentiaire n'avait pas proposé de traitement médical à Şuyur.

14 décembre : Une prison d'Elazığ a [refusé](#) l'autorisation à Haşim Gezer d'assister aux funérailles de sa sœur Garibe Gezer, qui a été retrouvée morte dans sa cellule dans une prison de Kocaeli après des informations selon lesquelles elle aurait été gravement torturée. L'administration pénitentiaire de Kocaeli, où Gezer a perdu la vie, a lancé une enquête disciplinaire contre certains détenus pour avoir organisé une manifestation en frappant des mains.

15 décembre : Des rapports indiquent qu'une prison de Samsun a [refusé](#) de soigner le détenu malade Bilal Akbaş pendant sept mois pour avoir refusé de subir des fouilles buccales.

16 décembre : Les rapports des médias ont [indiqué](#) une augmentation du nombre de plaintes de détenus concernant le manque de chauffage et de nutrition adéquate.

17 décembre : Un détenu nommé İlyas Demir a [perdu](#) la vie dans une cellule de prison pour une personne à Bolu. Sa sœur a annoncé à la presse que Demir souffrait de problèmes psychologiques depuis 2013 et que les autorités pénitentiaires ne lui avaient pas proposé de traitement.

19 décembre : Un détenu nommé Vedat Erkmen a [perdu](#) la vie dans une prison de Tekirdağ dans ce que les autorités ont qualifié de suicide. Les médias ont indiqué qu'avant sa mort, Erkmen avait été placé dans une cellule pour une personne par souci de sa « sécurité ». Les membres de la famille ont allégué qu'Erkmen était peu susceptible de se suicider et qu'il aurait pu être tué.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

13 décembre : Les gardiens d'une prison de Çorum ont [agressé](#) physiquement cinq détenus qui ont tenté de résister à une fouille à nu lors d'un transfert en prison.

15 décembre : Huit détenus d'une prison de Konya ont été [conduits](#) dans une chambre sous prétexte de rencontrer leurs avocats, puis interrogés par des agents de renseignement de la police et de la gendarmerie.

17 décembre : Des rapports ont révélé que la police de Şırnak a [maltraité](#) physiquement et verbalement les membres du HDP Botan Em et Rıdvan Türel qui ont été arrêtés le 11 décembre.

17 décembre : Sümeyye Gök, un membre du HDP arrêtée le 8 décembre, aurait été [soumise](#) à une fouille au corps et contrainte de devenir une informatrice de l'État pendant sa détention.

19 décembre : La police de Karabük a [agressé](#) physiquement un mineur de 11 ans soupçonné d'avoir volé un vélo.